

## 14<sup>ème</sup> SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

**Intervention de S.E.M. Paul BIYA,  
Président de la République du Cameroun.**

*(Kinshasa, 12-14 octobre 2012)*

*Point 7 à l'ordre du jour sur le thème :*  
**« L'Afrique dans la francophonie et la gouvernance mondiale »**

- Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo,
- Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
- Monsieur le Secrétaire Général de la Francophonie,
- Mesdames, Messieurs,

Avant toute chose, je tiens à remercier les Autorités congolaises, particulièrement le Président KABILA et le peuple congolais, pour l'accueil chaleureux qui m'a été réservé ainsi qu'à la délégation qui m'accompagne. Kinshasa a vraiment été à la hauteur de sa réputation !

- Mesdames, Messieurs,

L'honneur me revient - j'en suis reconnaissant à notre Organisation et à son Secrétaire Général - d'introduire le débat sur le thème « *L'Afrique dans la Francophonie et la gouvernance mondiale* ».

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il est bon, je crois, de rappeler que le continent africain est le berceau de la francophonie. C'est en effet en Afrique que la francophonie - terme employé pour la première fois par le Français Onésime Reclus pour désigner les espaces géographiques où la langue française était parlée - a vu son institutionnalisation, avec la création de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT) en mars 1970. L'ACCT s'est muée, en 1998, en Agence Internationale de la Francophonie (AIF) qui donnera naissance, en 2000, à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Ainsi, la famille francophone s'est élargie et s'est transformée. En s'appropriant les valeurs de la démocratie, des droits de l'homme, de la paix, du développement

durable, de la diversité culturelle et de la pluralité linguistique, elle est devenue un acteur majeur sur la scène internationale.

Et d'abord en Afrique.

Le fait que deux éminentes personnalités africaines aient présidé à la destinée de notre Organisation, MM. BOUTROS BOUTROS GHALI et ABDOU DIOUF, ici présent, auxquels je souhaite rendre hommage, y est évidemment pour quelque chose.

Longtemps marginalisé, notre continent est aujourd'hui crédité de perspectives plus favorables. Il est permis de penser que par les valeurs qu'elle incarne, sa connaissance des hommes et du terrain, son souci de conciliation, la francophonie a sa part de mérite dans cette évolution.

Je donnerai quelques exemples:

- Au plan politique, l'OIF participe à la consolidation de la démocratie en Afrique. Elle accompagne les processus électoraux dans différents pays, notamment au Cameroun. Grâce à la diplomatie préventive, elle a sans aucun doute contribué à la sortie de crise en Côte d'Ivoire, au Niger ou en Guinée Conakry.
- Au plan linguistique et culturel, l'Initiative Francophone de Formation à Distance des Maîtres (IFADEM) a un impact important sur la qualité de l'éducation en Afrique francophone. Elle connaît un grand succès.
- Au plan du développement durable, notre Organisation est à l'origine de diverses concertations en vue de renforcer les capacités des pays africains. Dans le même esprit, elle a décidé de développer le Projet d'Appui au Développement Local (PROJADEL). Le soutien qu'elle accorde à la vulgarisation des technologies de l'information et de la communication va dans le même sens.

Et ce ne sont là que quelques exemples parmi tant d'autres.

S'agissant de l'avenir de la Francophonie en Afrique, je voudrais vous citer quelques chiffres. Actuellement, sur 220 millions de locuteurs de français dans le monde, plus de la moitié sont africains. Plus frappant

encore, on estime qu'en 2050, 85% des 715 millions de personnes parlant français seront Africains. Je vous laisse faire le calcul.

Pour conclure sur ce point, je ne pourrais faire mieux que citer notre Secrétaire Général, le Président ABDOU DIOUF, lorsqu'il déclarait: « *L'Afrique incarne tout à la fois pour la francophonie: son passé, son présent et son futur.* »

Qu'en est-il de l'Afrique dans la gouvernance mondiale?

J'ai dit plus haut que le regard porté désormais sur notre continent était moins pessimiste. L'Afrique n'est plus seulement le lieu où règnent la guerre, la pauvreté, les épidémies. On lui reconnaît aujourd'hui de grandes potentialités, en particulier dans le domaine des matières premières. C'est mieux mais ce n'est pas suffisant.

Là où se prennent les grandes décisions concernant l'avenir de la planète, c'est-à-dire au siège de l'ONU à New York, sa voix reste faible et difficilement audible. Il en sera ainsi jusqu'au moment où notre continent (27% des membres de l'organisation mondiale) aura, la représentation qui lui revient au Conseil de Sécurité. Le problème est depuis longtemps posé. Personne au demeurant ne conteste le bien fondé de notre demande mais la fameuse « réforme » tarde à entrer dans les faits.

Il en va de même pour les forums internationaux comme le G20 où l'on débat des grandes orientations de l'économie mondiale et où l'Afrique est peu ou pas représentée. Autrement dit, les problèmes de notre développement sont traités en notre absence, même si l'on doit reconnaître que les pays industrialisés prennent en compte dans une certaine mesure la situation de nos pays.

Un mot encore sur la récente crise économique et financière qui a bouleversé l'économie mondiale et menacé de faillite de nombreux pays, y compris parmi les plus grands. Même si l'Afrique n'a pas été frappée de plein fouet en raison de sa moindre intégration dans la globalisation, elle en a aussi payé le prix fort: baisse de ses exportations, ralentissement des investissements extérieurs, stagnation de sa

croissance. Nous qui n'avons cessé de demander une meilleure régulation des flux économiques et financiers: en étions- nous responsables?

Je pose à nouveau la question: Est-ce normal?

Autre exemple, dans sa partie centrale, et notamment en RDC, l'Afrique abrite le deuxième massif forestier du monde, parfois assimilé à l'un des principaux «poumons» de la planète. Il nous est recommandé de le gérer et de l'entretenir pour le bien commun mais que fait-on pour nous aider à lutter contre la désertification?

Malheureusement, de graves foyers de tension subsistent sur notre continent, notamment en Somalie, au Soudan, dans la partie Est de la RDC et plus récemment au Nord du Mali. Certes, les Nations Unies dépêchent parfois dans ces zones des forces de maintien de la paix avec, je le souligne, la participation de pays francophones. Mais, encore une fois, la réponse est-elle à la hauteur de l'enjeu ? Je n'en suis pas sûr.

Veut-on que l'Afrique devienne le terrain d'élection du terrorisme, de la piraterie, de la subversion et du crime organisé ? Ce n'est l'intérêt de personne, ni des Africains, ni de la communauté internationale.

Je pourrais citer d'autres exemples qui montreraient qu'il est de l'intérêt commun des pays développés et des pays en développement de trouver des solutions conformes au bien de tous. Il faudra pour cela que l'esprit de solidarité – solidarité est le maître mot – l'emporte sur l'égoïsme national et la volonté de puissance. Manifestement, cela prendra du temps.

En attendant, les Africains devront compter sur leurs propres forces, mieux s'organiser sur le plan continental, avancer dans la voie de l'intégration régionale et sous régionale et développer leur coopération au sein des ensembles auxquels ils appartiennent, comme la francophonie.

C'est uniquement ainsi que le système international équilibré que l'OIF appelle de ses vœux pourra voir le jour et la mondialisation à visage humain tenir ses promesses.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de conclure mon propos en revenant sur la demande d'aide à la reconstruction formulée avec insistance par la délégation haïtienne.

Face aux calamités et autres catastrophes naturelles dont sont victimes les membres de notre Organisation, j'ai plaidé à Montreux, en faveur de la création d'un instrument de solidarité en notre sein.

Je voudrais dire ici à notre Secrétaire général, le Président Diouf, toute mon appréciation pour la célérité avec laquelle il a mis en place le Fonds d'aide d'urgence recommandé à Montreux.

D'après son rapport, ce Fonds, faute de ressources, tarde à être opérationnel.

A ce jour, un seul Etat membre a versé une contribution volontaire (150 000 euros).

Je voudrais, Monsieur le Président, vous prier de lancer un appel aux membres de l'espace francophone pour qu'ils fassent en sorte que le fonds d'aide d'urgence recommandé à Montreux et créé par le Secrétaire général, devienne une réalité.

Ce faisant, nous donnerons tout son sens à cette solidarité qui fonde notre Ensemble.

Je vous remercie de votre aimable attention et de votre patience.